

16 NOV. 2007

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AIX EN PROVENCE

1ERE SECTION A

DATE ORDONNANCE

16 NOVEMBRE 2007

AFFAIRE N° : 05/05180

DEMANDEUR

M. Pierre VASARHELYI

né le 04 Octobre 1960 à PARIS (75000), demeurant 1175 Route de l'Angesse - Le Tholonet - 13100 AIX EN PROVENCE

représenté par Me Philippe BRUZZO, avocat au barreau d'AIX EN PROVENCE et plaidant par Me Martine RENUCCI-PEPRATX avocat au barreau de MARSEILLE

DEFENDEURS

Mme Michèle TABURNO veuve VASARHELYI

née le 10 Juin 1941 à PARIS (75000), domiciliée : chez Monsieur Luis Rojas, 910 S Michigan Avenue - 60605 Chigaco Illinois (USA) -

représentée par SCP MOLLA-BASS, avocats au barreau d'AIX EN PROVENCE et plaidant par Me Virginie LAPP avocat au barreau de PARIS

M. André VASARHELYI

né le 21 Octobre 1931 à PARIS, demeurant 5 avenue Pierre Brossolette - 92160 ANTHONY

représenté par Me François MUHMEL, avocat au barreau d'AIX EN PROVENCE

Mme Henriette GRAVINI épouse VASARHELYI

née le 25 Décembre 1940 à BASTIA (20200), demeurant 5 avenue Pierre Brossolette - 92160 ANTHONY

représentée par Me François MUHMEL, avocat au barreau d'AIX EN PROVENCE

LA FONDATION VASARELY,

dont le siège social est sis 1 avenue Marcel Pagnol - 13090 AIX EN PROVENCE
représentée par Me Karine MICHEL, avocat au barreau d'AIX EN PROVENCE

ORDONNANCE DU JUGE DE LA MISE EN ETAT

Nous, Valérie GERARD-MESCLE, Vice-Président, Juge de la Mise en Etat

Assistée de Danielle BARGHAMIAN, Greffier

Après avoir entendu à l'audience du **19 OCTOBRE 2007** les Conseils des parties en leurs explications, le prononcé de la décision a été renvoyé au **16 NOVEMBRE 2007** date à laquelle Nous, Juge de la Mise en Etat, avons rendu la présente ordonnance, par mise à disposition au Greffe,

opies délivrées à :
le Philippe BRUZZO
le Karine MICHEL
CP MOLLA-BASS
le François MUHMEL
à 16 Novembre 2007

FAITS, PROCÉDURE ET MOYENS DES PARTIES

Par actes des 18 juillet, 4 août et 30 novembre 2005, Pierre VASARHELYI a fait assigner Michèle TABURNO veuve VASARHELYI, les époux André VASARHELYI et la Fondation VASARELY pour voir dire et juger qu'il est seul titulaire du droit moral sur l'oeuvre de Victor VASARELY, voir entendre la Fondation dire et juger que seul Pierre VASARHELYI est habilité à exercer le droit moral en son sein ainsi qu'à l'extérieur de la Fondation, voir dire et juger que ce droit est rétroactivement opposable à la Fondation VASARHELYI à compter de la mise sous tutelle de Victor VASARELY et pour le moins compter du 15 mars 1997, date de son décès et qu'il en est de même en ce qui concerne l'opposabilité de ce droit aux tiers. Il demande également qu'il soit interdit à Michèle TABURNO d'exercer le droit moral sur l'oeuvre de Victor VASARELY et d'orthographier son nom VASARELY alors que son nom marital est VASARHELYI.

Il demande enfin la condamnation des défendeurs à lui payer la somme de 50 000 euros sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile.

Ces assignations ont été dénoncées à Monsieur le Ministre de la Culture, à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône, Monsieur le Président du Conseil des ventes, Monsieur le Président de la Chambre Nationale des commissaires, Monsieur le Président de la S.A. CHRISTIE'S et Monsieur le Président de la S.A. SOTHEBY'S.

Par conclusions signifiées le 24 septembre et déposées le 27 septembre 2007, auxquelles il est expressément référé pour l'exposé détaillé de ses moyens, Michèle TABURNO veuve VASARHELYI soulève l'incompétence territoriale du tribunal de grande instance d'Aix en Provence au profit de celui de Paris ou de Nanterre. Elle réclame la condamnation de Pierre VASARHELYI à lui payer la somme de 5 000 euros sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile.

Elle soutient qu'au regard des dernières conclusions développées par Pierre VASARHELYI, la Fondation n'a pas la qualité de défenderesse, qu'elle est simplement appelée en déclaration de jugement commun ce qui exclut la compétence du tribunal de grande instance d'Aix en Provence. Elle précise que sa position est partagée par la Fondation elle-même qui a conclu pour l'audience du 23 mars 2007 à ce qu'il soit constaté qu'aucune demande n'était dirigée contre elle et qu'elle s'en rapportait à justice concernant le ou la bénéficiaire du droit moral sur l'oeuvre de Victor VASARELY.

Par conclusions récapitulatives d'incident signifiées et déposées le 17 octobre 2007, auxquelles il est expressément référé pour l'exposé détaillé de ses moyens, elle maintient ses demandes.

Par conclusions signifiées et déposées le 27 septembre 2007, auxquelles il est expressément référé pour l'exposé détaillé de ses moyens, Pierre VASARHELYI soutient notamment que la Fondation est un défendeur sérieux au regard du contenu du testament de son grand-père qui la vise expressément, et au regard du refus qu'elle lui oppose de lui reconnaître opposables les décisions de justice définitives.

Il fait également valoir qu'il émet une prétention au fond contre la Fondation dans ses conclusions récapitulatives dans lesquelles il demande qu'il soit dit et jugé qu'il est le seul habilité à exercer le droit moral au sein de la Fondation et que ce droit moral est rétroactivement opposable à la Fondation.

Enfin, il soulève le défaut d'intérêt légitime de Michèle TABURNO veuve VASARHELYI à soulever l'incompétence territoriale du tribunal de grande instance d'Aix en Provence dans la mesure où elle vit aux États-Unis ce qui aurait permis qu'en application de l'article 42 alinéa 3, il saisisse la juridiction de son choix et que les seuls qui pouvaient soulever l'incompétence territoriale du tribunal de grande instance d'Aix en Provence sont les époux André VASARHELYI qui au contraire soutiennent sa position et souhaitent que l'affaire soit jugée à Aix en Provence.

Il réclame la somme de 5 000 euros sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile.

Par conclusions déposées et signifiées le 27 septembre 2007, auxquelles il est expressément référé pour l'exposé détaillé de ses moyens et prétentions, les époux André VASARHELYI soutiennent qu'ils considèrent le tribunal de grande instance d'Aix en Provence territorialement compétent pour connaître de la demande de Pierre VASARHELYI. Ils demandent reconventionnellement la condamnation de Michèle TABURNO à leur payer la somme de 5 000 euros sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile.

La Fondation VASARELY s'en est rapportée à justice sur l'incident.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'article 771 du nouveau code de procédure civile donne compétence exclusive au juge de la mise en état pour statuer sur les exceptions de procédure, qui deviennent irrecevables devant le juge du fond.

L'article 42 alinéa 3 du Nouveau Code de procédure civile dispose que lorsque le défendeur réside à l'étranger, le demandeur peut saisir la juridiction de son choix. Ainsi, en application de ce texte, la tribunal de grande instance d'Aix en Provence est parfaitement compétent territorialement à l'égard de Michèle TABURNO veuve VASARHELYI, qui réside aux États-Unis.

Les époux André VASARHELYI, qui résident à Antony, ne soulèvent pas l'incompétence territoriale de ce tribunal à leur égard. Il convient de rappeler que la compétence territoriale en l'espèce n'est aucunement d'ordre public, les parties pouvant y renoncer. Les règles de compétence territoriale procèdent du principe du respect des droits de la défense et il n'appartient donc qu'à celui, dont les droits pourraient être mis en péril en étant attiré devant un tribunal loin de son domicile ou du centre de ses affaires, de soulever cette exception.

Michèle TABURNO, qui a été attirée en ce qui la concerne devant un tribunal territorialement compétent en application de l'article 42 alinéa 3 du Nouveau Code de procédure civile, est sans qualité pour soulever une incompétence territoriale concernant d'autres défendeurs. Les époux VASARHELYI, qui auraient seuls pu se prévaloir d'une incompétence territoriale de ce tribunal ne le font pas et reconnaissent la compétence du tribunal de grande instance d'Aix en Provence.

Par ailleurs, il convient de rappeler que la Fondation VASARELY a été assignée dans la présente procédure et que l'assignation ne lui a pas été seulement dénoncée. L'assignation et les dernières conclusions de Pierre VASARHELYI contiennent une véritable demande à l'égard de la Fondation et il importe qu'elle soit dans la cause compte tenu de la nature du litige, à savoir qui est le détenteur du droit moral sur l'oeuvre de Victor VASARELY. Le dispositif de l'assignation, repris dans les dernières conclusions de Pierre VASARHELYI relatif à la reconnaissance au sein de la Fondation de ce qu'il est le seul détenteur du droit moral et ce de manière rétroactive, a des conséquences sur le fonctionnement de cette Fondation et sur lesquelles elle devra, si elle le souhaite, conclure nonobstant sa position actuelle, qui est de se considérer comme en dehors du litige.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, l'exception d'incompétence doit être rejetée.

Michèle TABURNO qui succombe, sera condamnée aux dépens et au paiement d'une somme de 1 500 euros à Pierre VASARHELYI et aux époux André VASARHELYI.

PAR CES MOTIFS

Nous, Valérie GÉRARD-MESCLE, Vice-Président, juge de la mise en état, statuant publiquement, contradictoirement et par ordonnance susceptible d'appel en application de l'article 776 du nouveau Code de procédure civile issu du décret du 28/12/2005,

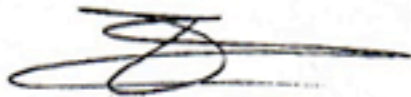
REJETONS l'exception d'incompétence soulevée par Michèle TABURNO veuve VASARHELYI,

CONDAMNONS Michèle TABURNO veuve VASARHELYI à payer à Pierre VASARHELYI la somme de mille cinq cents euros sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile,

CONDAMNONS Michèle TABURNO à payer aux époux André VASARHELYI la somme de mille cinq cents euros sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile,

CONDAMNONS Michèle TABURNO veuve VASARHELYI aux dépens de l'incident qui seront recouvrés conformément à l'article 699 du nouveau code de procédure civile.

LE GREFFIER



LE JUGE DE LA MISE EN ETAT

